

PRENEZ LE POUVOIR DANS VOTRE RÉGION !

**NOTRE PROJET
POUR LA REGION
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES**

avec **Christophe**
BOUDOT
LE CANDIDAT DE **MARINE LE PEN**

SOMMAIRE

1 - L'ÉCHEC DES SOCIALISTES ET DE LEURS COMPLICES DE LA FAUSSE DROITE

Trois handicaps majeurs / Un vocabulaire répétitif qui remplace les idées / Des conséquences graves sur la gestion.

Échec budgétaire :

Taxes maximum / Emploi en baisse / Faillites d'entreprises / Ruralité délaissée / Gaspillage de l'argent des Auvergnats et des Rhônalpins.

2 - LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE NOTRE RÉGION

Un budget de rupture, au service des Auvergnats et des Rhônalpins.

Baisse du budget régional / Baisse des impôts et taxes / Baisse des dépenses de fonctionnement / Retour aux compétences centrales des régions.

Sauver l'emploi.

Priorité régionale :

Les entreprises au cœur de toutes nos politiques régionales.

Nos territoires et notre agriculture : nos richesses naturelles.

Axes d'interventions :

Investissement, innovation, exportation.

Le chèque Emploi TPE.

Rendre l'apprentissage et la formation professionnelle aux entreprises, valorisation des formations.

3 - POUR LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION RURALE : L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'AMÉLIORATION DES TRANSPORTS

Trains express régionaux : le constat, nos solutions.

Tunnel Lyon-Turin.

Aéroport St-Exupéry.

Politique de la ville.

Déserts médicaux.

Haut débit.

Transports et aménagement du territoire en Région Auvergne Rhône-Alpes : nos conclusions.

4 - NOTRE IDENTITÉ, NOTRE AVENIR

Lutter contre l'immigration et l'islamisme radical.

Le constat dans notre région : une politique hostile aux Auvergnats et aux Rhônalpins.

Avec nous, dès 2016 : « L'argent des Rhônalpins et des Auvergnats pour les Rhônalpins et les Auvergnats ! ».

L'avenir de notre région, c'est la jeunesse !

Formation initiale et lycées.

Enseignement supérieur et recherche.

Sport, culture et tourisme : pour une région vivante !

Pour une gestion équitable de la fusion des régions Auvergne et Rhône-Alpes.

Pour l'avenir de notre Région, défendons nos familles !

CONCLUSION : PRENEZ LE POUVOIR DANS VOTRE RÉGION !

L'ECHEC DES SOCIALISTES ET DE LEURS COMPLICES DE LA FAUSSE DROITE

L'UMP A VOTÉ 92% DES DÉCISIONS DU PS

La collusion TOTALE de la Droite (ou de ce qu'on appelle la Droite) et de la Gauche en Auvergne et Rhône-Alpes se solde par l'échec que nous connaissons et dont nos compatriotes payent le prix :

TROIS HANDICAPS MAJEURS

L'idéologie socialiste
La lourdeur administrative
Le mirage écologique

UN VOCABULAIRE REPETITIF QUI REMPLACE LES IDEES

« La démarche citoyenne »
« L'innovation »
Les « enjeux environnementaux »

DES CONSEQUENCES GRAVES SUR LA GESTION

Aucun souci d'efficacité économique : formation professionnelle, TER...
Le soutien coûteux à des filières (économie sociale et solidaire, tourisme social...) qui, de plus en plus, forment une concurrence déloyale aux acteurs classiques de l'économie.
Des critères d'attribution des aides idéologiquement orientés tendant à instaurer une économie collectiviste : progrès social, dimension environnementale, rôle citoyen...
Des procédures administratives de sollicitation des aides qui favorisent les plus grandes entreprises.
Des investissements de plus en plus coûteux pour des gains écologiques marginaux, ce qui pénalise l'équipement du territoire et l'investissement privé.

RESULTAT

La Gauche a laissé périr l'agriculture et le monde rural.
La Gauche a négligé le tissu économique de proximité et l'économie traditionnelle (artisanat, TPE...).

La Gauche a pénalisé de nombreux secteurs et de nombreuses entreprises véritablement créateurs de richesses.

La Gauche a géré hors des réalités et des besoins : formation professionnelle, santé...

LE BILAN D'UNE TELLE POLITIQUE : ECHEC BUDGÉTAIRE :

En Rhône-Alpes, la Région socialiste a multiplié par 4 la dette par habitant en 11 ans, elle atteint aujourd'hui un record de 2,4 Md€ !
Le budget auvergnat est malheureusement pire. La dette toxique, très spéculative, est de 132 M€.

TAXES MAXIMUM

Taxes sur les carburants : La Région Rhône-Alpes et la Région Auvergne vous taxent de 2,5 centimes par litre de carburant ou de gazole. Ces taxes sont facultatives, mais ces deux régions ont décidé de les appliquer au taux maximum autorisé par la loi ! **À chaque plein c'est 1,5 Euros de plus que vous prend votre Région !**

Taxes sur les cartes grises : entre 2004 et 2015, la gauche a augmenté de 65% la taxe sur les cartes grises en Région Rhône-Alpes, passant de 28 à 43 € par cheval fiscal. En Région Auvergne, cette taxe est même de 45 €.

EMPLOI EN BAISSÉ

Durant la dernière année, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a augmenté de 4,7% en Rhône-Alpes contre 3,1% pour la France métropolitaine. Résultat : 390 000 chômeurs de plus !

En Auvergne et Rhône-Alpes il y a désormais 600 000 chômeurs. Durant la dernière année, le nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories (A, B et C) a augmenté de 7,7% contre 5,8% pour la France métropolitaine.

La tendance est loin d'être positive !

FAILLITES D'ENTREPRISES

7800 faillites d'entreprises en Auvergne et Rhône-Alpes en 1 année seulement (2015) !

RURALITÉ DELAISSEE

En 10 ans, le nombre d'exploitations agricoles en région Rhône-Alpes a diminué de plus de 30% et de 21% en Auvergne : 1600 exploitations de moins par an.

La population des couronnes des grands pôles urbains progresse au rythme de 1,4% par an.

La population des communes rurales régresse : le Cantal a perdu 13% de sa population, l'Allier 11%...

GASPILLAGE DE L'ARGENT DES AUVERGNATS ET DES RHÔNALPINS

Quelques exemples parmi tant d'autres :

- 21 000 € par rame pour mettre le logo de la région sur les TER.
- 800 000 € pour 4 expositions par an dans ses murs.
- 15 000 € : Kit d'information pour sensibiliser les Palestiniens à la citoyenneté mondiale.
- 30 000 € : Subvention aux danses hip-hop au Laô.
- 55 000 € : Subvention aux PME vietnamiennes à Hô-Chi-Minh-Ville.
- 400 000 € : Subvention aux associations communautaristes (SOS Racismes, Licra, etc...).
- 440 000 € : Construction de cinémas et projets vidéo au Burkina-Faso.
- 500 000 € : Accueil des clandestins sur l'ancien site de la Région et rénovation des bureaux

Il est temps de remplacer cette gestion idéologique au service des utopies par une gestion réaliste au service des populations !

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE NOTRE RÉGION

UN BUDGET DE RUPTURE AU SERVICE DES AUVERGNATS ET DES RHÔNALPINS

Nous marquerons une rupture définitive avec les 42 budgets régionaux antérieurs, votés depuis 1982, par des politiques méprisables, discrédités et faisandés !

1^{ÈRE} RUPTURE : BAISSÉ DU BUDGET RÉGIONAL

Dès 2016 : baisse de 60 M €, en passant de 3160 M € à 3100 M €. Puis progressivement abaissé sous les 3000 M €.

Avec la fausse Droite et la vraie Gauche, le budget a toujours augmenté, avec le FN il baissera !

2^{ÈME} RUPTURE : BAISSÉ DES IMPÔTS ET TAXES.

Dès 2016 : baisse de 45 M €, directement réinjectés dans le pouvoir d'achat de nos compatriotes :

- Baisse de 10% de la taxe régionale sur la carte grise des véhicules, qui passera à 40 € par cv fiscal, contre 44 € en moyenne dans les deux régions, soit une baisse d'impôt de 28M €.

- Baisse de 10% de la taxe régionale sur les carburants de nos voitures, soit une seconde baisse d'impôts de 17M € (la fameuse TICPE).

Avec la fausse Droite et la vraie Gauche, les impôts ont toujours augmenté. Avec le FN, ils baisseront !

3^{ÈME} RUPTURE : BAISSÉ DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Dès 2016, baisse des dépenses de fonctionnement de plus de 3% soit 105 M € d'économies ; des dépenses qui absorbent presque 70% du budget régional ; des dépenses qui ont augmenté année après année à un rythme double de l'inflation, alors que l'investissement (garant de l'avenir) stagne...

Baisse des dépenses de fonctionnement pour pouvoir augmenter l'investissement de 1% du budget, soit 30 M€ par an.

4^{ÈME} RUPTURE : RETOUR AUX COMPÉTENCES CENTRALES DES RÉGIONS

Les régions ont des compétences obligatoires qui leur ont été légalement affectées par l'État (apprentissage, lycées, TER...). Avec la « clause de compétence générale », les régions ont aussi des compétences facultatives. Cette clause leur permet de s'occuper de tout le reste (environnement, démocratie participative, politique de la ville, lutte contre les discriminations, égalité homme-femme, solidarités internationales, etc...)

Dès 2016 : nous mettrons fin progressivement aux compétences qui ne sont pas obligatoires et notamment au foisonnement des subventions qui ont multiplié les associations douteuses et qui, aujourd'hui, détournent, à leur profit, 20% du budget régional, soit près de 500 M € par an.

SAUVER L'EMPLOI SEULE L'ENTREPRISE CRÉE L'EMPLOI

Nous ferons confiance aux petites entreprises et aux artisans pour sauver l'emploi.

Les seuls emplois que secrète la gauche sont :

- des emplois de fonctionnaires territoriaux, au sein du Conseil régional... et c'est le copinage institutionnalisé ;
- des emplois financés au sein de centaines d'associations ne vivant que des subventions de la collectivité... et c'est le clientélisme électoral.

Réaffirmons-le : seule l'entreprise est à même de créer l'emploi, l'emploi durable et rentable pour l'économie de notre pays. Les entrepreneurs savent ce qu'ils ont à faire, et n'ont nul besoin que le Conseil régional leur dise ce qu'il faut faire, ou comment le faire !

PRIORITÉ RÉGIONALE

LES ENTREPRISES AU CŒUR DE TOUTES NOS POLITIQUES RÉGIONALES

L'exemple des travailleurs détachés : rien que pour le Rhône en 1 an : 11 000 travailleurs détachés et 2200 licenciements dans le BTP. Ligne Le Puy-en-Velay / Firminy : 40 millions € majoritairement versés à des entreprises faisant appel aux travailleurs étrangers (pays de l'Est).

- **La priorité régionale, c'est le bon sens, et c'est ce que veulent les Auvergnats et les Rhônealpins.** Quel que soit le niveau d'intervention régionale, et pour toutes les compétences de la Région, nous solliciterons et mobiliserons les entreprises, prioritairement de notre Région Auvergne Rhône-Alpes, et en particulier les TPE/PME.

Nous refuserons de travailler avec des entreprises faisant appel au travail détaché.

- **Produire français, pour consommer français et manger français.** La filière agroalimentaire commence à la ferme, dans les exploitations agricoles de notre Région ! Et se termine dans nos assiettes, et notamment dans les assiettes des lycéens.

- **Fin de la mise en concurrence déloyale faite aux entreprises par des associations subventionnées.** L'association a évidemment toute sa place, sauf quand la subvention régionale crée une concurrence déloyale, ou quand l'objet même de l'association concurrence directement le secteur marchand.

- **Actions et subventions régionales à destination des seules TPE/PME.** Les TPE/PME sont les plus fragiles, et pourtant constituent « la force économique de la France » ; et ce sont elles qui ont le plus fort potentiel de création d'emplois (étude DARES).

Critères d'éligibilité : taille maximum des entreprises éligibles : 100 salariés et 10M € de chiffre d'affaires, siège social des entreprises impérativement en Auvergne- Rhône-Alpes : priorité régionale !

NOS TERRITOIRES ET NOTRE AGRICULTURE : NOS RICHESSES NATURELLES

Avec l'UMPS dans notre Région : 31000 € pour soutenir la viticulture en Arménie, 50 000 € pour préparer les élus locaux et cadres techniques du département Kanel au Sénégal au changement climatique (!), 15 000 € pour les organisations agricoles du Parana au Brésil... Comme si nos entreprises et nos agriculteurs n'avaient pas besoin de cet argent !

NOS CONVICTIONS

Non aux remèdes d'urgence insuffisants du PS et de l'UMP ! Oui à des mesures fortes et une vision à long terme de notre agriculture !

Aujourd'hui, 30% seulement de la viande des cantines est française. Nous instaurerons la préférence régionale dans nos assiettes et celles de nos enfants.

Les socialistes et les « républicains » nous imposent l'Europe de Bruxelles avec ses normes et la concurrence déloyale : **oui à une loi « Achetez et produisez français » ! Oui à la simplification du travail !**

Les socialistes et les « républicains » encouragent les traités votés en secrets (TAFTA) avec les USA et le Canada qui, eux, font de la préférence nationale (Farm Bill) ! Oui à la réciprocité et la loyauté des échanges. Oui à la levée de l'embargo russe (1 milliard de débouché en moins).

Nos territoires et notre agriculture sont nos richesses naturelles ! Avec Marine Le Pen et le FN, défendons nos agriculteurs !

NOS SOLUTIONS

FAIRE DE L'AGRICULTURE UNE PRIORITÉ RÉGIONALE

- **Nous multiplierons le budget « Agriculture » par trois** pour contrecarrer la politique nationale et celle de Bruxelles désastreuses.
- **Encourager la signature de contrats** de mise en production ou de contrats de filières entre les producteurs et les clients de l'agriculture pour sécuriser les débouchés à prix équitables pour les agriculteurs.
- **Revitaliser le tissu rural** : le maintien de la paysannerie sera soutenu par une politique de revitalisation du tissu rural. Les agriculteurs seront au centre de ce dispositif et non pas seulement considérés comme simples producteurs de nourriture ou jardiniers de la nature : leur contribution à la sauvegarde du patrimoine, des traditions, des activités touristiques et de l'environnement sera reconnue.
- **Valoriser des filières de proximité** : nous sommes pour la **préférence régionale** et soutenons ainsi les circuits courts entre producteurs et consommateurs. Nous mettrons fin à l'utilisation d'aliments d'origine étrangère dans les cantines scolaires et demanderons aux établissements de les remplacer par des produits locaux.
- **Aider directement les exploitants** : nous sommes pour une agriculture des terroirs et proposons une aide directe aux exploitants plutôt qu'aux coopératives et usines agroalimentaires, mises à part les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) que nous soutenons. Nous aiderons également l'installation, la modernisation et la transmission des exploitations de façon directe.
- **Soutenir les filières biologiques** : nous soutenons la présence des filières à la fois « bio » et régionales dans les cantines des lycées. Nous approuvons de manière générale le développement du « bio » à condition qu'il soit à la fois respectueux de l'environnement et bénéfique au développement des exploitations.

- **Miser sur la qualité des produits et le bien-être animal** : nous soutenons les Programmes intégrés de développement agricole (PIDA) et les Contrats régionaux d'objectifs de filières (CROF). De plus, nous aspirons à une politique agricole des « terroirs et clochers » et refusons donc la création de fermes industrielles à grande échelle (fermes des mille vaches), conséquences d'une économie mondialiste que nous combattons.

Dynamiser la filière sylvicole : nous soutiendrons la mise en place de chaudières à bois dans les institutions dépendant de la Région ou subventionnées par elle.

LIBÉRER NOS EXPLOITATIONS DES CARCANS IDÉOLOGIQUES

- **Débarrasser les paysans du millefeuille administratif** : en se référant au dogme du «développement durable», la gauche impose un règlement très restrictif (et souvent dénué de sens) au monde rural. Par conséquent, les paperasses, contrôles, réglementations et obligations coûteuses étouffent les activités paysannes. Nous libérerons les exploitations de ces contraintes idéologiques et rendrons aux paysans leur liberté d'entreprendre.

- **Arrêter les programmes idéologiques** : que cela concerne « l'égalité femmes-hommes » ou le « dialogue social » des syndicats, nous nous prononçons pour l'arrêt des subventions de ces actions.

- **Dénoncer le mondialisme et la technocratie** : nous réclamerons publiquement la nationalisation de la Politique agricole commune (PAC) ; nous dénoncerons avec insistance la présence de travailleurs détachés dans la Région, les normes mortifères de Bruxelles et les pratiques subversives de certaines banques à l'égard des investisseurs agricoles ou agroalimentaires.

AXES D'INTERVENTION

ENTREPRISES / CHEQUE EMPLOI TPE / FORMATION PROFESSIONNELLE

TPE/PME, 3 PRIORITÉS : INVESTISSEMENT, INNOVATION, EXPORTATION

- **Aides directes aux entreprises** : fin des structures intermédiaires parasites (type ERAI...), conventionnement direct avec les représentants institutionnels des entreprises que sont les chambres des métiers et de l'artisanat, les chambres consulaires, et les organisations patronales (type CAPEB).

- **Aide à l'investissement matériel des TPE/PME** : pour l'automatisation, la robotisation, la mise aux normes des machines (sécurité), l'adaptation de l'entreprise aux normes ISO.

- **Aide à l'innovation** : bonification du crédit d'impôt recherche de 10 %.

- **Aide à l'exportation** : subventions à l'embauche de responsables export en CDI dans les entreprises de moins de 100 salariés : 40 K €. Budget : 10 M €/an, soit 250 cadres export/an.

LE CHÈQUE EMPLOI/TPE

Nous faisons le pari de la confiance aux TPE et aux artisans/commerçants pour sauver l'emploi. Mise en place du chèque emploi/TPE, pour toute petite entreprise (de moins de 10 salariés) créant 1 emploi en CDI, et dont le montant du chèque (soit 10 K€) couvre la totalité des charges sociales salariales et patronales pendant 1 an.

But : création de 5000 emplois en CDI par an, pour aider 5000 TPE/an.

Coût budgété : 50 M €/an.

RENDRE L'APPRENTISSAGE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE AUX ENTREPRISES, VALORISATION DES FORMATIONS

LE CONSTAT

Depuis 1993, ce sont les mêmes lieux communs, les mêmes outils et malheureusement les mêmes résultats. Si cette politique régionale avait dû être efficace au fil des années (déjà vingt-deux ans), les effets seraient enfin visibles. Mais les jeunes ne voient toujours rien venir. **Le chômage, et surtout le chômage des jeunes, progresse alors que parallèlement les entreprises manquent de main d'œuvre qualifiée.**

Des dysfonctionnements similaires à ceux de l'Éducation Nationale se retrouvent en matière de formation professionnelle et de formation continue. Celles-ci sont trop souvent utilisées comme des outils de traitement des problèmes sociaux pour les personnes en difficulté, et non comme un dispositif d'acquisition et de valorisation des compétences.

Véritable usine à gaz, la formation professionnelle connaît une quadruple dérive :

- Elle génère des financements colossaux, à l'utilisation opaque et mal contrôlée.
- Elle pâtit d'un faible accès des salariés aux formations.
- Elle débouche rarement sur un emploi stable et durable.
- Elle persiste à offrir des formations en inadéquation avec les besoins réels du monde économique.

Quant à l'apprentissage, victime de la dépréciation du travail manuel et de l'allongement de la scolarité, il est souvent perçu par l'entreprise comme une charge supplémentaire. Le choix du maître d'apprentissage, la revalorisation des métiers et le retour à une logique de liberté concernant un financement qui devrait profiter aux entreprises, surtout les PME et les TPE, constitueraient des axes de progrès.

De plus, les partenaires sont bien trop nombreux pour tous ensemble être cohérents et efficaces, à moins qu'il ne s'agisse pour l'Exécutif de se fidéliser une clientèle certaine.

NOS SOLUTIONS

Dans une logique de développement local, alors que le chômage ne cesse de progresser, nous devons clairement identifier les objectifs principaux de la formation professionnelle :

- Il s'agit de trouver un emploi pour les bénéficiaires de la formation professionnelle, que cette formation soit initiale ou continue.
- Il s'agit aussi de répondre aux besoins en personnel des entreprises de façon adaptée aux spécificités économiques et industrielles locales.
- Il s'agit enfin de valider des acquis professionnels pour le plus grand nombre.

TROUVER UN EMPLOI

Ce sont d'abord les entreprises, et elles seules, qui savent de quelles compétences elles ont besoin et quels niveaux de formation et de qualification sont nécessaires à leur développement, en adéquation avec leur savoir-faire et leur marché : écoutons-les, aidons-les !

Pour réussir, il faut :

- **Mettre l'entreprise au centre de tout dispositif**, et lui donner les moyens de transmettre son savoir-faire : « Rendre la formation professionnelle aux professionnels ».
- **Rémunérer l'entreprise** - à son coût réel - du temps de formation des apprentis.

- **Mettre à égalité de moyens** apprentissage et scolarité.
- **Mettre à égalité de reconnaissance** formation aux métiers et filières « diplômantes ».

2. RÉPONDRE AUX BESOINS

Nous rendrons donc aux entreprises le pouvoir d'orientation des cursus de formation professionnelle et des filières d'apprentissage.

Pour réussir, il faut :

- **Simplifier les dispositifs**, en réduisant considérablement le nombre des intervenants.
- S'appuyer essentiellement sur les chambres consulaires et les organisations patronales, et intervenir au plus près des entreprises avec le soutien des branches professionnelles.
- Créer un **label d' « entreprise formatrice »** pour chaque entreprise qui s'engage dans cette démarche de formation/apprentissage.
- Réalisation d'un **audit d'efficacité** et création d'un « **Observatoire des formations professionnelles** » avec les organisations patronales pour plus de réactivité et de pertinence dans les formations mises en place.

3. VALIDER LES ACQUIS PROFESSIONNELS

Depuis 1986, le Front National a toujours soutenu le Programme de promotion sociale et professionnelle (PSP) : il est, en effet, légitime que chacun puisse progresser socialement et professionnellement, et qu'il soit aidé pour y parvenir, pour peu qu'il soit volontaire et déterminé.

Pour réussir, il faut :

- **Réserver aux plus volontaires l'accès à la promotion sociale et professionnelle** : des aides directes seront prévues.
- Motiver et aider les entreprises à la promotion interne.

C'est ainsi que, face à la mobilité professionnelle et à la mobilité géographique, un **carnet régional des acquis professionnels** sera institué, véritable passeport pour l'emploi.

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET L'AMÉLIORATION DES TRANSPORTS POUR LUTTER CONTRE LA DÉSERTIFICATION RURALE

L'aménagement du territoire et les transports ont toujours été étroitement liés. C'est un volet très important de la politique que nous voulons mener dans notre région car elle a des conséquences importantes sur la vie quotidienne des habitants de Rhône-Alpes-Auvergne et sur les entreprises.

Jusqu'à maintenant, les dirigeants de gauche comme de droite ont favorisé les infrastructures existantes (TER, haut débit, réseaux routier etc.) concentrant ainsi les activités sur les agglomérations et les grandes lignes au détriment des campagnes. Le regroupement des régions et des structures administratives amplifie ce phénomène avec la loi NOTRe (Nouvelle Organisation du Territoire).

L'aménagement du territoire est censé permettre une égalité du territoire pour tous. Actuellement on peut parler de « désaménagement » du territoire organisé par nos gouvernants qui n'ont pris en compte que les processus d'urbanisation et de métropolisation.

TRAIN EXPRESS RÉGIONAUX : LE CONSTAT, NOS SOLUTIONS

LE CONSTAT : SURCOUTS ET GASPILLAGES

Notre région cumule des autoroutes chères et saturées et un réseau de Trains express régionaux (TER) connaissant le plus de dysfonctionnements.

Dans une région correctement gérée, la SNCF serait véritablement un prestataire de service. À ce titre, elle devrait être comptable – dans tous les sens du terme – de ses erreurs et errances, en particulier en matière de ponctualité. En République socialiste de Rhône-Alpes Auvergne, il en va tout autrement.

- Malgré près d'1,2 million d'euros par jour versé par la Région à la SNCF, les trains sont bien trop souvent en retard (un TER sur cinq !), bien trop sales, et l'insécurité y est bien trop importante.

- Rien que sur la ligne St-Etienne/Lyon (la plus fréquentée de Rhône-Alpes-Auvergne), on décompte 1550 heures de retard, 460 suppressions de trains, 17 grèves, 5 agressions de contrôleurs en 1 an.

- Budget TER : 437 millions d'euros pour Rhône-Alpes et 105 millions pour l'Auvergne par an. Les usagers des TER, qui représentent 5% de la population totale, coûtent ainsi près de 16 000€/an chacun aux contribuables.

NOS SOLUTIONS

Le contrat SNCF/Région Rhône-Alpes arrive à échéance fin 2015 et le contrat SNCF/Auvergne fin 2016. Aussi Rhône-Alpes n'a signé qu'un avenant avec la SNCF afin que, lors de la fusion, les 2 régions renégocient ensemble.

- Le FN préconise d'utiliser cette période pour étudier la viabilité de **l'ouverture à la**

concurrence de l'activité TER. Cette ouverture à la concurrence est autorisée par l'Europe et appliquée déjà en Allemagne, Italie, Espagne, Grande-Bretagne avec des gains allant jusqu'à 30 %.

- **Introduction de critères de sécurisation** dans le nouveau contrat SNCF-Région en imposant notamment la présence de contrôleurs dans les trains sur certaines lignes et certains horaires.

- Les représentants des usagers (associations des usagers des lignes TER) seront associés à la préparation de la nouvelle convention pour coller au plus près des problèmes et des préoccupations.

- Cependant, nous ferons apparaître sur le billet le coût réel du transport afin d'en informer l'utilisateur qui n'en paye au maximum que 30 %.

- **Nous limiterons le nombre de possibilités de réduction des tarifs**, et notamment :

- **pour les demandeurs d'asile**, même si l'économie est symbolique (convocation pour démarches administratives vaut titre de transport) ;

- **pour les bénéficiaires de l'AME**, contrairement à Laurent Wauquiez qui leur accorde la gratuité des transports en commun au Puy-en Velay.

LE CONSTAT : FLAGRANT DÉSEQUILIBRE DES LIGNES

Certaines lignes les plus fréquentées aux heures de pointe sont surchargées pendant que des rames complètes circulent à vide dans les campagnes (ou quasiment, en heures creuses).

NOS SOLUTIONS

Nous suivrons les préconisations de la Cour des comptes en Région Auvergne Rhône-Alpes :

- **Nous supprimerons les lignes TER à très faible trafic pour les remplacer par un service de cars de substitution aux heures creuses.**

Cela coûtera moins cher et sera plus écologique puisqu'une rame TER au diesel, qui circule avec 10 passagers, pollue beaucoup plus qu'un car avec 10 passagers.

Ces économies financières permettront :

- **De renforcer le nombre de trains sur les grandes lignes** les plus fréquentées aux heures de grand trafic sur les 5 axes principaux en Rhône-Alpes (Lyon-Saint-Etienne, Lyon-Grenoble, Lyon-Villefranche, Lyon-Vienne et Lyon-Ambérieu) et les 4 de l'Auvergne, la « croix de Clermont-Ferrand » (axe Nord-Sud-Est-Ouest).

- **D'augmenter le budget voirie, entretien et aménagement des routes** (pour l'instant la Région utilise seulement 5,5 millions d'euros pour les routes départementales).

- **De desservir les campagnes** avec plus de cars de villes en villes et de villages en villages avec la déspecialisation des transports scolaires à l'usage d'autres passagers.

LE CONSTAT : ENCORE DES DÉPENSES INUTILES

Nous arrêterons les dépenses inutiles dans l'investissement pour les rames et les gares :

- Notamment dans le crédit-bail souscrit par la majorité de gauche pour l'achat des 40 rames «Bombardier», ce crédit-bail a été contracté sur une durée de 33 ans alors que l'amortissement des rames est fixé à 25 ans. Il faudra donc changer les rames dans 25 ans et **nous continuerons à payer pendant huit ans du matériel obsolète... Cerise sur le gâteau, il a fallu raboter les quais pour les rames trop larges de quelques centimètres pour la bagatelle de 5 millions d'euros d'argent du contribuable.**
- **L'investissement disproportionné dans les gares TER** avec des services dits innovants à grand renfort de publicité (« centres d'échanges ») ; par exemple, la crèche de la gare de Roanne, initialement prévue pour les usagers, ne sert en fait qu'aux riverains. Ou encore l'installation de commerces dans les gares qui, faute de clients, périssent car le séjour de l'usager TER est très court dans la gare.

Ces expériences ont été coûteuses et inutiles, nous favoriserons plutôt l'aménagement des gares pour l'accueil des passagers (abris, lumière, sécurité etc.)

Nous nous opposerons au projet de remise en service d'une ligne TER sur la rive droite du Rhône entre Valence et Avignon, sans étude préalable de fréquentation. À l'origine, on parlait de 2500 voyageurs/jour mais pour un projet de Valence et au-delà de Nîmes. Le désengagement des 2 régions du Sud (PACA et Languedoc-Roussillon) fait que seule la Région RA participera à la mise en service d'une ligne qui va desservir en partie la région PACA, à hauteur de 10 millions d'euros (État : 10 millions aussi).

Pourquoi payer pour la région PACA ?

- La Région a déjà débloqué 10 M d'€ sans savoir si la ligne sera rentable, juste pour satisfaire des associations riveraines, donc par clientélisme !

Pour que le volet territorial Ardèche du CPER 2015-2020 ne soit pas rejeté en Assemblée Plénière, Jean-Jack Queyranne a dû formuler un amendement de dernière minute, sur ordre des écologistes (EELV), accordant 10 M € à l'aménagement des (anciennes) gares ardéchoises en vue de rouvrir la ligne de la rive droite aux TER. A ce moment-là, l'Exécutif a estimé le coût global de la réouverture à 20 M € : les autres 10 M € restent donc encore à trouver.

Cependant, selon une étude de RFF (aujourd'hui « SNCF réseaux »), les dépenses nécessaires pour une réouverture de cette ligne ont d'abord été estimées à 30 M € en 2013 avant d'atteindre 107 M € en 2014. Cette augmentation s'explique par de nouvelles normes et directives qu'il faudrait désormais observer.

- Les coûts de la réouverture sont donc largement sous-estimés par l'Exécutif en général et par les écologistes (EELV) en particulier.

En mars 2015, nous nous sommes opposés au vœu du Front de Gauche en faveur de la réouverture de cette ligne, et nous nous sommes abstenus en mai 2015 par rapport à l'amendement susmentionné de l'Exécutif.

- **Face à tous ces gaspillages, nous avons voté contre.**
- **Avec une Région Front National, ils seront terminés !**

NOS SOLUTIONS

Ces sommes mal utilisées et gaspillées manquent :

- À l'amélioration du réseau ferré. D'où les retards endémiques sur les lignes les plus fréquentées (quelle utilité d'acheter des rames qui peuvent atteindre les 160km/h alors que la vitesse moyenne d'un TER est inférieure à 50 km/h sur un réseau dégradé).
- À l'équipement des zones rurales en infrastructures de transports.
- Au désenclavement des territoires isolés car la Région n'intervient dans l'entretien des routes départementales qu'à hauteur de 5,5 millions d'€.

Avec nos propositions, le budget transport dégagera un excédent qui pourra être utilisé à l'amélioration du réseau TER en service et du réseau routier, notamment dans les départements mal desservis par le rail.

- L'aménagement de ces infrastructures routières permettra à l'activité économique de se maintenir, voire de se développer dans les zones rurales.

Il est en effet illusoire de penser que le fret pourrait être entièrement transporté par rail quand on sait que 50 % l'est sur une distance inférieure à 50 km et que le rail n'est rentable qu'au-dessus de 500 km.

Nous ne pouvons pas nous passer des camions pour le transport de marchandises. Par exemple, rien que le transport du train vers le commerce ou les camions-toupie de la carrière jusqu'au lieu des travaux de béton ne peuvent être remplacés : il n'y a que les utopistes verts pour endormir les électeurs sur des propositions infaisables de ce genre.

- À ce titre, Le FN est favorable au redémarrage des travaux qui permettraient de relier la Méditerranée à la Mer du Nord en créant un axe de transport complémentaire à la route et au rail : **le canal fluvial Rhin-Rhône.**
- **Un bateau grand gabarit peut remplacer 220 poids-lourds, ce qui serait bénéfique pour la planète.**

Mais nous n'avons pas la même conception de l'écologie que nos adversaires écologistes puisque les travaux ont été abandonnés la dernière fois, sous la pression des écologistes, à la demande de Dominique Voynet pour des raisons électoralistes en Franche-Comté.

Nous constatons qu'un projet écologique a été refusé par les écologistes, mais défendu par le FN. Surprenant, non ?

TUNNEL LYON-TURIN

LE CONSTAT : UN NON-SENS ÉCOLOGIQUE ET ECONOMIQUE

Nous demandons à la Région de se désengager du projet Lyon-Turin car il s'agit d'un non-sens économique et écologique.

La Cour des comptes a d'ailleurs indiqué, d'une part que le projet induira une valeur actuelle nette «négative », c'est-à-dire qu'aucun investisseur privé ne voudra s'engager, et, d'autre part, elle relève l'absence de financement pour aller au bout des travaux déjà commencés.

Depuis 2000, le volume du fret ne fait que diminuer, ce qui fait que le tunnel du Mont Cenis dont la rénovation récente a coûté 1 milliard d'€ n'est utilisé qu'à 30 % de ses capacités.

Sur le plan écologique, il faut savoir qu'entre autres, le percement du tunnel va traverser des zones naturellement amiantées, ce qui posera à terme le problème de l'évacuation des déchets.

Enfin le coût démesuré de ce programme (26 milliards d'euros) asséchera les possibilités de financement pour d'autres projets plus utiles.

NOS SOLUTIONS

- Nous demandons donc le désengagement de la Région car la somme investie, si elle est dérisoire sur le tunnel, est importante à récupérer pour la Région.

- **Nous avons toujours été contre ce projet et récemment les écologistes se sont ralliés à nos positions après avoir voté pour ce rapport pendant des années.** Au total, 1,2 Mds d'€ ont déjà été engagés par tous les acteurs concernés. La Région Rhône-Alpes a déjà dépensé plusieurs dizaines de millions d'€ pour le projet Lyon-Turin, l'essentiel concernant des études, dont 15 M € dans le cadre du CPER 2007-2013.

- **La Région subventionne également le Comité pour la transalpine, chargé depuis 1991 de faire le lobbying du projet**, et ceci à hauteur de 113 000 €/an (+ mise à disposition gratuite de bureaux).

- **Renforcement du tunnel ferroviaire du Mont-Cenis**, la ligne historique.

Déjà mis au gabarit GB1 qui permet de transporter la majorité des semi-remorques sur les wagons Modalohr, dans les 2 sens de circulation, **il suffit largement.**

AÉROPORT SAINT-EXUPÉRY

LE CONSTAT : DÉSENGAGEMENT DE L'ÉTAT

Nous sommes contre le désengagement de l'État.

- L'État veut se désengager et céder au privé 60 % de sa participation, espérant récupérer 540 M €. De nombreux investisseurs sont sur les rangs, la plupart étrangers, preuve qu'il s'agit d'une bonne affaire et que l'État est dans l'erreur en cédant ses parts.
- **Plutôt que de faire des réformes durables, sources d'économie**, l'État préfère vendre rapidement pour simplement obtenir des liquidités pour boucler son budget.
- Gérard Collomb est d'accord avec cette vente, preuve qu'il n'a aucune vision d'avenir.

NOS SOLUTIONS

Nous refuserons de vendre à ceux qui sont hostiles aux intérêts de la Région. Hors de question pour nous que l'aéroport de Saint-Exupéry devienne un aéroport de seconde zone relégué au fret par Genève, ou soit vendu à d'autres pays, via des fonds de pensions, tel le Qatar ou l'Arabie Saoudite, via des fonds de pensions. La privatisation de la gestion de l'aéroport de Saint-Exupéry se fera uniquement s'il n'y a pas de conflit d'intérêt avec nos compatriotes.

POLITIQUE DE LA VILLE

LE CONSTAT : ACHAT DE LA PAIX SOCIALE ET CLIENTÉLISME

La politique de la ville ne fait pas partie des compétences d'interventions de la Région, cependant jusqu'en 2012 elle a financé les Contrats urbains de cohésion sociale qui sont des échecs flagrants des politiques menées par l'UMPS :

Ils ont mis toujours plus d'argent dans la rénovation des quartiers dits sensibles, pour toujours plus de dégradations et ce sont les contribuables (ceux qui paient des impôts) qui financent ce clientéliste à fond perdu. La Région finance encore ces projets jusqu'à fin 2015.

NOS SOLUTIONS

A la tête de la Région, nous nous opposerons à l'injustice financière mise en place par les socialistes, qui projettent de faire des investissements lourds à partir de 2016 sur quelque 150 quartiers.

Nous préférons mettre ces sommes dans l'investissement pour l'aménagement du territoire dans les secteurs ruraux qui sont les grands oubliés des politiques de la fausse Droite comme de la Gauche.

DÉSERTS MÉDICAUX

UN CONSTAT : LA RURALITE DELAISSÉE

Dans les zones rurales, il devient de plus en plus difficile de se soigner ; les services de nos hôpitaux de campagnes ferment les uns après les autres ...

L'Agence régionale de santé, organisme d'État, organise les économies faites sur la santé. La Région, tout comme les communes, d'ailleurs, n'a donc aucun moyen de faire infléchir ces décisions de notre gouvernement.

C'est parce que les Socialistes et les Républicains, qui ont été au pouvoir depuis 30 ans, ont endetté notre pays et refusé les économies sur certaines dépenses de l'État, qu'ils nous imposent maintenant des économies sur la santé plutôt que sur l'immigration ou notre contribution à l'Union européenne (nous versons 22 milliards à l'Europe qui ne nous en rend que 13 milliards, c'est donc 9 milliards d'euros venant des poches des contribuables qui pourraient servir à aux Français).

Par contre, la Région finance par sa politique de solidarité internationale des projets à l'étranger.

NOS SOLUTIONS

Nous estimons qu'il vaut mieux financer d'abord les nôtres avant les autres et donc nous refuserons ces subventions pour des projets étrangers.

Exemple que nous stopperons : la mission d'accompagnement du service des urgences du CHU de Tamatave à Madagascar, **alors qu'au même moment on ferme tous les services des hôpitaux de nos campagnes !**

À savoir : le budget de la région Rhône-Alpes pour la coopération au développement et à la solidarité internationale est de 7 620 000 €.

L'installation des maisons médicales relève du département, mais nous y sommes favorables, nous sommes pour la mise en place d'incitation pour aider à l'installation des praticiens.

Création avec les professionnels libéraux **de maison de santé pluridisciplinaires.**

Maintien des services d'urgence en région.

HAUT DÉBIT

Le transport des données participe à l'aménagement du territoire, il est donc impératif que l'ensemble des deux régions fusionnées soit couvert.

LE CONSTAT : AUCUNE VOLONTÉ POLITIQUE

Il est scandaleux que les opérateurs privés aient équipé à leurs frais les zones urbaines déjà pré-équipées et rentables et refusent d'équiper les zones rurales non rentables en laissant cet aménagement à la charge des collectivités territoriales et donc aux contribuables, source d'un lourd endettement sur plus de 30 ans.

Le budget global pour l'installation de la fibre dans le département de la Loire (hors Saint-Etienne et Roanne, déjà équipées par les opérateurs privés) est de 283 millions d'euros. Les 17 intercommunalités ligériennes financeront 93 millions d'euros, le SIEL (Syndicat intercommunal d'énergies de la Loire) financé par les collectivités territoriales : 95 millions d'euros, l'État participant à hauteur de 70 millions d'euros et la Région 25 millions d'euros ; l'utilisateur aura à sa charge les 540 € de branchement (prise).

NOS SOLUTIONS

Nous renégocierons avec les opérateurs privés qui vont bénéficier des revenus des abonnements à la fibre sans avoir apporté 1 centime à l'installation. Nous imposerons donc la prise en charge du branchement terminal réseau/domicile par les opérateurs privés qui vendent les abonnements.

TRANSPORTS ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES : NOS CONCLUSIONS

- Le Front National lutte contre la désertification rurale et l'isolement des territoires et ne se résout pas à ce que les zones rurales deviennent des écomusées à ciel ouvert. C'est pourquoi, il entend réorienter la politique régionale en matière de transport vers ces territoires afin d'y maintenir ou d'y faire revenir des activités économiques.
- Nous voulons favoriser une relocalisation des biens, des produits du travail et des personnes pour travailler, vivre et consommer sur place.
- Nos propositions sur le TER, la fibre, le fret et la route sont concrètes, innovantes et source d'économies. Elles ont pour but de ne pas augmenter la dette (l'encours de la dette a augmenté de 26 % en 5 ans tandis que l'épargne nette a baissé de 44 % dans la même période), ni les budgets tout en maintenant les investissements. Il est donc nécessaire de réaménager le budget des transports.

AVEC LE FRONT NATIONAL

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE C'EST :

- Imposer à la SNCF, à qui la région verse 1,2 million d'euros par jour, une plus grande qualité de service (état des rames, ponctualité, sécurité ...).
- Ouverture à la concurrence de l'activité TER (avec associations des usagers des lignes TER pour la préparation de la nouvelle convention).
- Remplacer les rames TER à très faible trafic aux heures creuses par un service de cars.
- Renforcer le nombre de trains sur les grandes lignes aux heures les plus fréquentées.
- Augmenter le budget voirie.
- Desservir les campagnes avec plus de cars.
- Arrêter les dépenses inutiles dans l'investissement (non au crédit-bail non amorti sur la période de fixé pour le changement des rames, non aux rames trop larges, non commerces dans les gares au détriment du confort de l'éclairage, des abris, de la sécurité, non à la ligne TER rive droite du Rhône.
- Amélioration du réseau ferré.
- Non au tunnel Lyon-Turin.
- Oui au fret fluvial sur l'axe Rhin-Rhône.
- Arrêt de la politique de la ville en faveur UNIQUEMENT des quartiers sensibles.
- Favoriser les installations des maisons médicales de proximité dans les zones rurales.
- Oui à la fibre partout, même dans les territoires les plus reculés.
- Nous imposerons donc la prise en charge du branchement terminal réseau/domicile par les opérateurs privés qui vendent les abonnements.

NOTRE IDENTITÉ, NOTRE AVENIR

«L'enracinement est peut-être le besoin
le plus important et le plus méconnu de l'âme humaine»

Simone Weil (philosophe)

C'est parce que nous avons conscience de nos racines et identités que nous voulons nous appuyer sur celles-ci, pour bâtir l'avenir de notre région, avec comme devise : « **Les Auvergnats et les Rhônalpins d'abord !** »

LUTTER CONTRE L'IMMIGRATION ET L'ISLAMISME RADICAL

Le 13 novembre, la barbarie islamiste a frappé la France : 130 innocents ont été lâchement assassinés. Toutes nos pensées vont vers leurs familles et leurs proches.

Depuis des années, le Front National ne cesse de tirer la sonnette d'alarme sur le risque d'attaques islamistes sur notre territoire ; La seule réponse de l'UMPS a été le laxisme et l'aveuglement idéologique :

- L'ouverture totale des frontières.
- Perte de notre souveraineté, laissant notre nation à la merci de menaces extérieures, et poursuite de la politique d'immigration massive.
- Baisse drastique par **Nicolas Sarkozy** des moyens d'action des forces de défense et de sécurité entre 2007 et 2012 :
 - Arrêt du programme de construction de prisons
 - Suppression de la « double peine »
 - Reconnaissance par l'État d'organisations islamistes telles que l'UOIF au sein du Conseil français du culte musulman,
 - Relations ambiguës avec le Qatar et l'Arabie saoudite, qui ont favorisé la propagation de l'islamisme radical.
- **François Hollande** non plus n'est pas en reste, ajoutant à la continuation de l'œuvre de son funeste prédécesseur la gestion catastrophique de la submersion migratoire en cours.

L'islamisme radical doit être vaincu ! Pour y parvenir, il faut une volonté politique inébranlable. Cette volonté, seuls Marine Le Pen et le Front National, parce qu'ils pensent et agissent librement, la possèdent véritablement.

LE CONSTAT DANS NOTRE REGION : UNE POLITIQUE HOSTILE AUX AUVERGNATS ET AUX RHONALPINS

LES SUBVENTIONS QUE NOUS SUPPRIMERONS :

- **Subventions aux associations qui professent la haine de ce que nous sommes** : associations communautaristes et d'accueil des clandestins.
- Subventions de plus de 6M €/an dans le cadre de la politique de la ville (et de 1M € par an pour la démocratie participative) visant à **acheter la paix sociale et à promouvoir la mixité sociale. Le résultat : avec leur politique des quartiers, ils installent un nouveau communautarisme éloigné de nos traditions et identités.**
- Subventions aux associations de lutte contre les discriminations (400K € par an) politisées et idéologiques.

- Subventions aux syndicats politiques - CFDT, CGT... - qui sont devenus de plus en plus les viviers revendicatifs des salariés issus de l'immigration (+ de 1M € par an !).
- Subventions dans le domaine de la « coopération au développement et solidarités internationales» (touchant plus de 35 pays !) : 9M € par an. Nous diviserons ce budget par 4 pour le ramener à 2M € par an et rendre cet argent aux Auvergnats et aux Rhônalpins.
- **La Région finance les programmes culturels des mosquées et détourne le principe de laïcité pour s'attirer directement les électeurs de ces communautés.**

ACCUEIL DE 2500 RÉFUGIÉS EN AUVERGNE ET RHÔNE-ALPES

- La Région Rhône-Alpes, dirigée par **Jean-Jack Queyranne (PS)**, a décidé de donner **500 000 € pour accueillir au moins 2 500 réfugiés...** aux frais du contribuable rhônalpin et bientôt auvergnat.
- **Ils auront un logement...**
alors que 16 000 SDF dans la Région sont dans la rue et que 15.000 Rhônalpins cherchent désespérément une HLM !
- **Ils auront de 2 ans de nourriture gratuite...**
alors que 780.000 Français en Rhône-Alpes vivent sous le seuil de pauvreté !
- **Ils auront une formation professionnelle et une aide à l'emploi...**
alors que 330.000 Rhônalpins sont au chômage !
- **10 bourses aux étudiants-chercheurs syriens durant 3 ans, à hauteur de 615 € chacune...**
alors que des milliers d'étudiants modestes en Rhône-Alpes n'obtiennent aucune bourse !
- **Ils bénéficieront de l'Aide médicale d'État (AME)...**
alors que des centaines de milliers de Rhônalpins n'ont pas les moyens de se faire soigner décemment !

AVEC NOUS, DÈS 2016, UN SEUL BUT : « L'ARGENT DES RHÔNALPINS ET DES AUVERGNATS POUR LES RHÔNALPINS ET LES AUVERGNATS ! »

PRENEZ LE POUVOIR !

- Mise en place de la **priorité régionale.**
- Rendre le pouvoir aux Rhônalpins et Auvergnats : mettre en place des **référendums locaux.**
- **Refus de l'installation des migrants clandestins sur notre sol pour mieux venir en aide à nos compatriotes les plus fragiles.**

COMBATTRE L'INSÉCURITÉ ET DÉFENDRE NOTRE IDENTITÉ.

- Mettre en place une **charte régionale de la laïcité.**
- Nous donnerons plus de moyens à la police et aux brigades de surveillance générale pour **sécuriser les abords des lycées, les trains et les gares** et rendre systématique le contrôle des billets.
- La Région demandera à l'État, avec insistance, **l'expulsion immédiate des délinquants étrangers présents sur son sol.**
- Nous renforcerons la protection de notre population contre la délinquance au quotidien et la menace islamique chez nous, sur notre sol, et nous ferons respecter la laïcité dans nos quartiers, nos lycées, nos universités, nos cantines et nos transports.

L'AVENIR DE NOTRE RÉGION, C'EST LA JEUNESSE !

«Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir mais de le rendre possible »

Antoine de Saint-Exupéry

Auvergne Rhône-Alpes se positionne comme l'une des régions de France avec le taux de jeunes le plus élevé ! Conscient de cette force, le Front National représenté par Christophe Boudot souhaite mettre en place une politique budgétaire et des propositions qui permettraient à notre région de se redynamiser.

Le gouvernement socialiste a réduit de moitié la bourse offerte aux bacheliers ayant obtenu la mention « très bien » lors de leur examen. **Nous installerons une véritable méritocratie et une réelle culture du résultat dans nos lycées et universités !**

FORMATION INITIALE ET LYCÉES

En 2006, la région Rhône-Alpes comptait 1 165 000 jeunes de 15 à 29 ans, soit 19,3 % de sa population. Cette part la situe au sixième rang des régions de France métropolitaine.

La région Rhône-Alpes consacre 25% de son budget à l'investissement et au fonctionnement des 266 lycées publics, pour 250 000 lycéens et 37 500 apprentis.

Le Front National soutient au Conseil régional les investissements car il est nécessaire de construire, de réhabiliter, d'entretenir et de gérer le fonctionnement des lycées, des CFA, des internats et des cantines scolaires.

Cependant, certaines dépenses semblent surréalistes ! **Nous veillerons à une meilleure répartition des investissements sur l'ensemble du territoire de la nouvelle Région.**

LES « PERLES » DES SOCIALISTES

Restructuration du lycée Carriat à Bourg-en-Bresse :

- 63,9M € entièrement financés par la Région Rhône-Alpes.

- **36 932 € par interne** : le Conseil régional a investi 6,5M € pour rénover et agrandir l'internat, qui peut maintenant accueillir 176 internes soit 36 932 € par élève... plus 7 500 m² SU restructuration 4 100m² SU neuf, soit 2962 € le m² en moyenne (les travaux s'échelonnant jusqu'en 2019).

- Construction d'un internat de 200 places pour le lycée Mounier pour la bagatelle de 20M € :

1 seule chambre d'internat au lycée Mounier coute 100 000 €.

- Les socialistes et la droite ont toujours favorisé les grands ensembles et les regroupements d'établissement scolaires.

Sans surprise, le domaine de **la sécurité de nos enfants** est le grand oublié de toutes les politiques de la fausse Droite comme de la Gauche.

Actuellement : bagarres, rackets, trafics de drogues, harcèlements... En moyenne, plus de 2,5 incidents graves pour 100 élèves en Lycées Professionnels. Aucun adolescent n'est à l'abri !

NOS SOLUTIONS :

- Nous souhaitons **favoriser plus de petits établissements** (notamment dans les zones rurales), répartis sur l'ensemble du territoire et avec moins d'élèves.
- Dans la politique immobilière de la Région pour les lycées, notre objectif est le même que dans tous les domaines de compétence de la région : **favoriser la proximité**, vivre, consommer et travailler près de chez soi.
- **Produire français, pour consommer français et manger français dans les cantines** : la filière agroalimentaire commence à la ferme, dans les exploitations agricoles de notre Région ! Et se termine dans nos assiettes, et notamment dans les assiettes des lycéens.
- **Nous financerons les systèmes nécessaires pour que nos enfants puissent circuler, étudier en toute sécurité.**
- **Nous baisserons les coûts de construction**, car nous comptons en moyenne 1 500 €/m², pour la construction de nos lycées en Rhône-Alpes avec des projets toujours plus chers et plus difficiles d'entretien.
- Un maître d'œuvre privé réussit à obtenir 1060 € du m² pour un magnifique bâtiment privé (collège, norme THPE respectées), soit un coût de construction 1/3 moins cher que ce que nous faisons à la Région.
- Nous supprimerons le pass-contraception pour une économie de 3 millions d'Euros (1 visite gratuite chez le médecin, la distribution de préservatifs, un porte-monnaie électronique utilisable chez le pharmacien en vue de couvrir des besoins de contraception sur 1 an, la délivrance de la pilule du lendemain gratuitement). La carte permet un accès direct au portail internet **sans le contrôle des parents !**
- Nous voulons reprendre l'ancienne carte Mr'a qui permettait aux jeunes d'avoir un accès à la culture et une facilité pour les familles pour l'achat des manuels scolaires.
- Nous reverrons les critères d'attribution des subventions pour les différents dispositifs (demain en main, printemps de la jupe etc.) qui ne visent qu'à financer les projets scolaires qui ne sont validés que s'ils sont écologiques, ou ont un but d'éducation à la citoyenneté, à la tolérance, à l'éducation sexuelle, etc.
- Nous supprimerons les subventions aux organismes nuisibles, type LICRA, dont les subventions passent dans toutes les commissions même celle des lycées (cf. Communiqué de presse d'avril 2014, 10 000 €).
- Supprimer l'énorme Mondial des métiers qui coûte une fortune à la Région en engraisant l'association organisatrice et les divers stands, tels ceux des syndicats, celui sur la parité femme/homme, etc.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Notre objectif : accompagner de futurs talents et les former au monde du travail ou de la recherche pour l'innovation. L'avenir de la jeunesse française et la place de la France dans le monde en dépendent dans une large mesure.

METTRE EN PLACE UNE PRÉFÉRENCE RÉGIONALE

- **Réformer l'accueil des étudiants étrangers :**

- **La Région Rhône-Alpes donne 615 € par mois aux étudiants étrangers, 710 € aux doctorants étrangers et 2500 € aux post-doctorants étrangers** venant en Rhône-Alpes pour un séjour de 3 à 10 mois.

Cela alors que tant d'étudiants de notre région ne peuvent financer leurs études...

Nous réorienterons les sommes versées pour les consacrer aux étudiants de notre région d'abord !

- **Agir contre la fuite des cerveaux :** les aides à la mobilité et à l'ouverture internationale de nos ressortissants doivent être mieux encadrées et accordées seulement sous condition : mieux encadrées pour que le séjour à l'étranger ne se réduise pas à des vacances payées par le contribuable mais soit profitable aux jeunes pour la recherche d'un emploi ; accordées sous condition pour que les bénéficiaires qui ne rentrent plus au pays remboursent les aides reçues.

- **Baser les coopérations scientifiques sur la réciprocité :** les coopérations avec les universités et institutions étrangères ne doivent pas être une voie unique. Les coopérations doivent profiter autant aux universités et institutions rhônalpines et auvergnates qu'aux universités et institutions étrangères (chinoises, vietnamiennes, etc.). Nous refuserons les aides au développement déguisées en «coopérations scientifiques» mais favorisant en réalité l'émergence d'une concurrence déloyale à l'étranger.

REVENIR AUX COMPÉTENCES CENTRALES DE LA RÉGION

- **Suppression des activités événementielles et animations inutiles :** faire des lectures ou des tables rondes, discuter sur la littérature ou l'art contemporain, organiser des expositions ou des rencontres, échanger autour du « gender » ou de l'égalité femmes/hommes, etc. ne contribue en rien à la recherche ou à l'innovation. L'efficacité de certaines structures comme la plateforme « ASTUS Construction » reste également à prouver et se réduit de fait à l'animation d'un réseau. Nous supprimerons ces soutiens inutiles au fonctionnement et les consacrerons entièrement à l'innovation et à la recherche (investissement).

- **Soutien à la recherche et à l'innovation :** nous donnerons aux grandes écoles, instituts de recherches, pôles de compétitivité et Clusters les moyens de leur rayonnement. Notre priorité sera la création de valeurs économiques et d'emplois qui passent par l'investissement et non majoritairement par le fonctionnement, comme le pense la gauche.

- **Soutien accru aux formations sanitaires et sociales :** nous renforcerons les aides accordées aux élèves en formation d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture. Nous soutiendrons également davantage les établissements de formation sanitaire et sociale par l'investissement.

- **Rompre avec le concept des campus dortoirs :** à l'instar des campus américains, mais dans un tout autre contexte, les campus français sont placés à l'extérieur des villes et se retrouvent ainsi déconnectés de la vie culturelle et estudiantine ainsi que de l'économie locale. Enclavés, ils se réduisent donc à de simples dortoirs. Nous mettrons les campus en relation avec les villes, la société et l'économie locale en reconsidérant leur fonctionnement (s'il y en a un) et leurs structures.

SPORT, CULTURE ET TOURISME : POUR UNE RÉGION VIVANTE

ACTIVITÉS SPORTIVES

LE CONSTAT

Subventions pour financer les grands clubs sportifs (comme l'Olympique Lyonnais) qui n'ont absolument pas besoin de l'aide la Région.

Insécurité et islamisme dans les associations sportives amateurs.

NOS SOLUTIONS

Pour en finir avec la racaille qui pollue le sport amateur : les subventions aux associations sportives seront conditionnées par un bon comportement des intéressés.

Le sport pour tous ! Nous favoriserons les activités sportives de proximité en aidant les petites associations sportives.

CRÉATION CULTURELLE

LE CONSTAT ACTUEL : AUCUN PROJET SUR LE LONG TERME

Les deux régions arrosent de subventions des programmations dont quelques-unes sont de qualité mais dont la plupart sont très élitistes : certes les Rhônalpins ne sont pas tenus d'y assister mais tous sont obligés de payer !

Précédemment nous avons dénoncé le spermatozoïde géant, « l'os de poulet » du lycée Pablo Neruda à St-Martin-d'Hères...

- Lors de cette mandature nous avons dénoncé notamment :
- Les téléchargements orduriers de musique offerts aux lycéens par la carte MRA.
- La perversion de celle-ci avec son extension au pass-santé.
- Le financement du festival LGBT.
- Les subventions à des structures qui n'existeraient pas sans elles...

NOS SOLUTIONS

SUIVRE LE RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES

Le rapport de la Cour des comptes (notamment sur les biennales de Lyon) avait mis l'accent sur le niveau particulièrement élevé des subventions, avec un chiffre impressionnant des retombées économiques « d'une fiabilité discutable ».

- Il faut entretenir et valoriser notre patrimoine et lier les subventions à la fréquentation et aux recettes propres qu'elles génèrent.
- Rendre aux Rhônalpins la maîtrise directe de leurs choix culturels, c'est-à-dire supprimer des subventions à quelques-uns, toujours les mêmes, au profit d'un **passport culturel** qui permettrait à chacun de choisir directement les formes d'art qui lui plaisent.

- Développement du mécénat culturel pour sortir du « tout-subvention » (financement participatif en ligne par exemple).

Priorité aux artistes de la Région !

Soutien à l'accessibilité des sites culturels pour les personnes à mobilité réduite.

Il est nécessaire de donner la priorité à une culture apportant à l'homme ce supplément d'âme permettant de retrouver le sens du beau, la splendeur de vrai, la responsabilisation à la base de toute création, loin de tout clientélisme ou dogmatisme.

TOURISME, AUVERGNE RHONE-ALPES : CŒUR DE FRANCE

LE CONSTAT : ENCORE DE L'IDÉOLOGIE !

- La DRAC (Direction régionale des affaires culturelles) ne finance que le patrimoine vivant.
- Le tourisme social et l'économie sociale et solidaires encore largement subventionnés... On oublie le tourisme traditionnel tourné vers le visiteur étranger et ses devises...

NOS SOLUTIONS

- Développer l'attrait touristique à travers le patrimoine naturel et historique, l'architecture, les musées...
- Soutien à la rénovation du patrimoine bâti à dimension culturelle ou historique aux côtés des particuliers et des collectivités.
- Valorisation des traditions et des savoir-faire de nos territoires à travers la communication de la Région.

POUR UNE GESTION ÉQUITABLE DE LA FUSION DES RÉGIONS AUVERGNE ET RHÔNE-ALPES

- La réforme territoriale (fusion des régions) éloigne le pouvoir du peuple et est dangereuse pour les territoires.
- Dans les villages les plus reculés, nous lutterons contre la désertification rurale et médicale.
- Nous lutterons contre la création d'une région courroie de transmission de Bruxelles, gérée de façon technocratique et dirigiste.

Nous mettrons en place une gestion de proximité des terroirs composant la région, respectant leur diversité et les aidant dans leurs priorités.

LA FUSION DES RÉGIONS : COUT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COUT ECONOMIQUE :

Censée faire des économies, la fusion coûtera en réalité chère au contribuable :

- Réorganisation complexe et coûteuse des services, avec par exemple l'alignement des salaires des fonctionnaires et des élus. Traduire : « gonflement », puisqu'ils seront alignés sur les plus élevés. Idem pour les aides dispensées par les collectivités : obligatoirement ordonnées sur les plus fortes dans l'ensemble du territoire.
- Loi Alary : création d'un poste de « président délégué » pour recaser les présidents de région sortant avec salaire identique.
- **Gaspillages : 80 millions € pour l'Hôtel de la région à Clermont-Ferrand inauguré le 21 juin 2015 alors que Lyon deviendra la capitale de la région en décembre.**

COUT SOCIAL

- Émergence de mastodontes administratifs déconnectés des réalités de la France : Régions avec 204 conseillers dont 44 seront Auvergnats seulement contre 37 de la métropole de Lyon.
- Métropoles centralisant les services publics et les entreprises privées. Ce qui fera plus de 2000 emplois délocalisés à Lyon.
- Éloignement des services publics = abandon de la ruralité, des bassins industriels et des services de proximité = « les Français oubliés ».
- **Nouvelle strate administrative créée par Bruxelles pour déraciner les Français et leur enlever la fierté d'être « patriotes ».**

NOTRE VISION DE LA NOUVELLE REGION AUVERGNE RHONE-ALPES

- La Région doit être une coordination de départements, pour davantage de proximité et de subsidiarité.
- Exigeons une Région Auvergne Rhône-Alpes à l'écoute des réalités historiques, géographiques et culturelles du territoire.
- Le Front National défend les territoires dans leurs richesses et leurs diversités. Nous soutenons le patrimoine et l'authenticité.
- Que la nouvelle Région Auvergne Rhône-Alpes permette la coordination des départements de ses deux anciennes régions.
- Que la nouvelle Région ne soit pas une copie de celles que nous avons aujourd'hui en Auvergne et Rhône-Alpes : simples strates administratives prenant leurs ordres à Bruxelles et leurs finances dans nos poches.

POUR L'AVENIR DE NOTRE RÉGION, DÉFENDONS NOS FAMILLES !

LE CONSTAT

- La France avait une politique familiale, elle a désormais une politique exclusivement sociale. Les réductions pour familles nombreuses disparaissent, les allocations ont diminué... Un exemple marquant au niveau régional : les familles qui paient difficilement des études à leurs enfants voient dans le même temps les étudiants étrangers, venant passer un séjour en France, recevoir 615 € par mois, 710 € aux doctorants et 2500 € aux post-doctorants étrangers. Et cela sans avoir à justifier quoi que ce soit !
- La dissolution de la famille, sa mise au banc des préoccupations des pouvoirs publics sont les signes avant-coureurs d'une société décadente et égoïste. Une politique familiale volontariste est un des premiers gages de la solidarité nationale et de la préservation de notre identité nationale.
- Nous nous opposons avec les élus FN à la Région aux propositions socialistes votées par les Républicains (ex-UMP) dans les programmes des lycées qui favorisent le Gender car, pour nous, l'altérité homme-femme à un fondement irréductible : les rôles de père et de mère sont liés à la masculinité ou à la féminité. Ce rôle est essentiel pour que l'enfant ait la possibilité d'un vrai épanouissement.

EGALITÉ DE TOUS DEVANT L'IMPÔT. EGALITÉ DE TOUS POUR LES PRESTATIONS.

Nous voulons, au niveau régional, **une école libre**. Liberté pour les parents de choisir le système le plus adapté à leur enfant. Les subventions de la Région seront également réparties entre le public et le privé.

- **Défense de l'école privée** sous contrat ou hors contrat. Nous uniformiserons les budgets du privé et du public, car il n'y a pas de raison que les familles qui choisissent le privé paient deux fois l'école pour leurs enfants.

- **La cantine gratuite pour tous** : pour une fois, ceux qui paient plein pot leurs impôts, qui n'ont aucune aide, et qui paient la cantine en plus auraient un vrai retour sur investissement de tous les impôts et pour une fois, ce ne serait pas toujours les mêmes, ceux qui ne travaillent pas, qui ne paient pas d'impôt, qui ont des aides multiples, qui ne paient pas la cantine, les voyages, les bourses gratuits, etc. qui en profiteraient !

PRENEZ LE POUVOIR DANS VOTRE REGION !

Une région gérée et réformée par le Front National, c'est une Région qui stoppe le gaspillage de l'argent public, qui baisse les taxes, qui supprime les subventions aux associations politisées et communautaristes pour orienter l'argent public directement vers nos compatriotes et nos territoires les plus fragiles.

C'est une Région qui se met au service des PME et des commerces de proximité pour créer de l'emploi local et dynamiser l'ensemble de nos départements.

C'est une Région qui dit OUI à son identité française, ses valeurs culturelles et familiales et qui dit NON à l'immigration.

C'est une Région qui fait de la sécurité sa préoccupation première, dans les lycées, dans les transports, sur l'ensemble du territoire ; elle doit sécuriser et protéger nos compatriotes.

C'est une Région qui donne la préférence aux entreprises et aux agriculteurs de notre région, qui deviennent prioritaires pour construire et rénover les lycées ou alimenter les cantines des lycées et des universités.

Une Région gérée par le FN, c'est une Région qui protège son patrimoine et qui lutte contre la désertification rurale et médicale, qui crée des maisons de santé pluridisciplinaires, qui croit à la réduction de la fracture numérique par l'accès au haut débit pour tous.

L'UMP A VOTE 92% DES DECISIONS DU PS

À Lyon, comme à Paris et Bruxelles, les élus du système R-PS (UMPS) servent l'idéologie de Bruxelles et de l'ouverture des frontières à toute immigration. Dans tous les dossiers de la Région on trouve des dépenses et des règlements qui mettent cette idéologie en œuvre avec l'argent de nos impôts.

Par cette politique suicidaire, de plus en plus de nos concitoyens, jeunes, actifs, retraités tombent dans le chômage et la pauvreté et sont victimes d'une délinquance de plus en plus fréquente et violente.

IL FAUT QUE CELA CESSE !

Avec Christophe BOUDOT, cela cessera comme cela a cessé dans toutes les communes aujourd'hui gérées par des maires Front National ou Rassemblement Bleu Marine.

Le PS et l'UMP ont échoué et vous ont trahis. Faites confiance à l'équipe compétente et dynamique que j'ai rassemblée autour de moi et votez pour la France ! Pas une voix patriote ne doit manquer pour la conquête de notre région ! Votez pour le Front National !

Christophe Boudot

